

<https://www.pressegauche.org/Quebec-solidaire-reclame-un-regime-d-assurance-pension-quebécois>



Québec solidaire réclame un régime d'assurance-pension québécois

- Communiqués -

Publication date: jeudi 23 janvier 2020



Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

MONTRÉAL, le 23 janv. 2020 - Le député de Rosemont et responsable pour Québec solidaire en matière de justice économique et fiscale, Vincent Marissal, presse le gouvernement de la CAQ de mettre sur pied un régime d'assurance-pension au Québec afin de mieux protéger les retraités québécois.

« Depuis le 1er janvier, les retraités du Groupe Capitales Médias ont perdu près d'un tiers de leur fonds de pension. Avant eux, ce sont les gens de chez Sears, de la White Birch ou encore de Mabe Canada qui ont eu droit au même traitement. Combien de drames comme ceux-là va-t-on laisser se produire avant de passer à l'action ? Ce genre de capitalisme sauvage doit cesser. Le gouvernement de M. Legault doit agir cette année pour garantir qu'aucun Québécois ne verra plus partir en fumée le fruit de toute une vie de travail », fait valoir M. Marissal.

Pour le député solidaire, la solution passe par la mise en place d'un régime d'assurance pension québécois inspiré du programme similaire mis sur pied en Ontario il y a 25 ans, un régime qui a fait ses preuves depuis son implantation, puisqu'il affichait des surplus de plus de 736 millions \$ au 31 mars 2018.

« M. Legault est carrément obsédé par ce que fait l'Ontario, et il aurait tout intérêt à s'en inspirer dans le cas des retraites ! Depuis 25 ans, les retraités ontariens sont eux protégés en cas de faillite de leur entreprise. L'Ontario est pourtant bien loin d'être un État socialiste. Si le fonds d'assurance-pension a survécu à Mike Harris et à Doug Ford, c'est qu'il a aussi fait ses preuves du côté des employeurs, qui y voient une bonne façon d'attirer de bons candidats et de leur garantir plus de stabilité », souligne l'élu de Rosemont.

Power Corporation doit remplir ses responsabilités

Le gouvernement caquiste a également la responsabilité de faire pression sur Power Corporation afin que l'entreprise protège les retraites des anciens employés du Groupe Capitales médias, comme elle l'a fait pour les employés de La Presse.

« On va se le dire : c'est inhumain de les laisser des gens qui ont travaillé toute leur vie vivre leur retraite, et pour certains, vivre leurs dernières années, dans la misère. Ce qu'a fait Power Corporation, ce n'est ni plus ni moins qu'une manigance comptable et franchement immorale, d'autant plus qu'on a appris que M. Cauchon a été payé 500 000 dollars par année pour mettre à mort les journaux du Groupe Capitales médias. Le gouvernement québécois a la responsabilité de faire pression sur Power Corporation pour qu'elle remplisse ses obligations morales et qu'elle ne laisse pas des centaines de retraités sur la paille », conclut-il.